

SELON UN RESPONSABLE SYRIEN

L'accord russo-américain est «satisfaisant»

L'accord russo-américain conclu samedi à Genève satisfait la Syrie qui souhaite une solution politique à la crise, a affirmé hier à l'AFP un haut responsable à Damas.

«La Syrie a toujours considéré qu'un bon accord est un accord où chacun peut se déclarer satisfait. C'est le cas avec l'accord de Genève», entre les chefs de la diplomatie américaine et russe, a déclaré ce responsable.

«Ceux qui refusent l'initiative sont (les sénateurs américains) John McCain, Lindsey Graham, Israël, le gouvernement turc et Bandar (ben Sultan, chef des services de renseignement saoudiens). C'est le même groupe qui depuis le premier jour cherche à détruire la Syrie alors que la Russie, la Chine et le gouvernement syrien veulent une solution politique», a-t-il ajouté.

Les deux parlementaires américains, Ankara, l'État hébreu, Riyad et l'opposition ont appelé de leurs vœux à une frappe contre la Syrie accusant le régime d'avoir eu recours à des armes chimiques. «Nous sommes absolument sincères

dans notre acceptation de l'initiative russe. Si chacun est désormais intéressé à promouvoir (l'accord sur les armes chimiques), cela ne doit pas s'arrêter là», a affirmé ce haut responsable.

«Il y a des gens qui sont tués sur le terrain et 90% de ceux qui portent les armes appartiennent à Al-Qaïda. Aussi, la première chose à faire, parallèlement à la question des armes chimiques, consiste pour le monde entier à agir ensemble pour faire cesser le flux d'armes et de mercenaires en Syrie», a-t-il ajouté.

«C'est le premier pas vers une solution politique qui passe par des élections démocratiques permettant au peuple de choisir le futur de leur pays.»

Annoncé samedi par le secrétaire d'Etat américain John Kerry et son homologue russe Sergueï Lavrov, l'accord fixe des échéances précises au régime



John Kerry et Sergueï Lavrov.

syrien: Damas a une semaine pour présenter une liste de ses armes chimiques, et celles-ci doivent être enlevées et détruites d'ici la fin du premier semestre 2014.

En outre, le processus sera fixé dans une résolution du

Conseil de sécurité de l'ONU mentionnant le chapitre VII de la Charte qui ouvre la voie à de possibles sanctions, y compris un recours à la force en cas de manquement du régime syrien à ses engagements. Mais ce point reste encore entouré d'ambigü-

tés. «Nous sommes contents de notre partenariat avec la Russie qui depuis le début a dit, tout comme la Chine, qu'elle ne soutenait pas le gouvernement syrien mais la paix en Syrie et ces deux pays l'ont prouvé», a conclu ce responsable.

Photos : D.R.

Obama affirme avoir communiqué par lettres avec le président iranien



Barack Obama a affirmé avoir échangé des lettres avec le président iranien Hassan Rohani et a averti que sa réticence à frapper la Syrie n'amoindrirait pas la menace américaine d'user de la force s'il faut empêcher l'Iran d'avoir l'arme nucléaire. «Je pense que les Iraniens comprennent que la question du nucléaire est un problème bien plus important pour nous que celui des armes chimiques», a dit le président américain, lors d'un entretien diffusé hier avec la chaîne américaine ABC, confirmant pour la première fois avoir contacté Hassan Rohani. «Je l'ai contacté. Et lui aussi. Nous ne nous sommes pas parlés directement», a précisé Barack Obama. Interrogé pour savoir si le contact s'était fait par lettres, le président Obama a acquiescé. Le président américain a bien distingué la gestion du dossier des armes chimiques syriennes d'avec celui du nucléaire iranien. «La menace contre Israël, que le nucléaire iranien pose, est bien plus proche de nos intérêts. Une course aux armes nucléaires dans la région serait quelque chose de profondément déstabilisant», a-t-il dit. «J'ai le sentiment que les Iraniens ont bien compris que ce n'est pas parce que nous n'avons pas frappé (la Syrie) que nous ne frapperons pas l'Iran.» M. Obama a affirmé en revanche que la crise syrienne devait montrer que «la diplomatie pouvait résoudre des problèmes». Washington ne cesse d'agiter le spectre d'une action militaire en Iran si la diplomatie et les sanctions internationales ne dissuadent pas Téhéran de se doter de l'arme atomique. L'Iran dément que son programme nucléaire soit pensé à des fins militaires.

IRAK
Près de 40 tués dans une vague d'attaques

Une vague d'attaques, dont quatorze à la voiture piégée, a fait quelque 40 morts et plus de 100 blessés hier en Irak, selon un bilan établi à partir de sources médicales et policières.

Plus d'une dizaine de localités ont été frappées par ces attaques, dont Hilla, dans le sud, ville à majorité chiite, où quatre voitures piégées ont explosé, tuant 19 personnes. «J'ai vu de nombreuses personnes avec des brûlures et d'autres en feu, hurlant à l'aide», raconte Sajjad al-Amari, 22 ans, témoin de l'un des attentats dans la banlieue de Hilla contre des locaux municipaux.

Un autre témoin, Karrar Ahmed, a dit à l'AFP avoir vu «de nombreux commerçants propulsés au sol et blessés, allongés par terre au milieu de leurs marchandises».

Tremblant, il dénonce l'incompétence des services de sécurité qui «a permis aux terroristes de viser et tuer des civils». Les violences qui endeuillent quasi-quotidiennement l'Irak depuis le début de l'année ont déjà fait plus de 4 100 morts, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources médicales et policières. Les autorités tentent de lutter contre ces attaques en limitant la circulation des véhicules dans Bagdad, et mènent de vastes opérations contre les groupes soupçonnés d'orchestrer les attentats, mais les violences se poursuivent. Les attentats d'hier, qui n'étaient pas revendiqués à la mi-journée, ont principalement visé des quartiers chiites.

A Bagdad, une bombe a explosé au passage du convoi du chef de l'Assemblée provinciale de Bagdad Riyadh al-Adhah, un sunnite, qui est sorti indemne de l'attentat. Deux personnes, dont un de ses gardes du corps, ont toutefois été tuées et quatre blessées. Les vitrines des magasins et



L'Irak en proie à des violences depuis le début de l'année.

des bâtiments aux alentours ont été soufflées par l'explosion, selon un journaliste de l'AFP sur place.

Par ailleurs, à Al-Bidhan, à quelques kilomètres au nord du port de Bassora, trois personnes ont été tuées et 15 blessées lorsqu'une voiture piégée a explosé sur un marché. D'autres attaques ont eu lieu au sud de Bagdad — à Kerbala, Nassiriyah, Souweirah et Hafriya, villes à majorité chiite — de même que dans les villes majoritairement sunnites d'Abou Ghraïb, à l'ouest de Bagdad, de Baqouba et de Mossoul (nord), faisant sept morts.

Deux civils ont par ailleurs été abattus près de Baqouba, au nord-est de Bagdad, tandis que deux policiers étaient tués par un groupe armé non loin de là. Un des assaillants, blessé et capturé lors de cette attaque contre un poste de contrôle, a lui-même été tué sur son lit d'hôpital par le fils d'un des policiers assassinés.

Trois hommes à bord d'un taxi ont été exécutés sur une route au nord de Tikrit. Le chauffeur du taxi a eu la vie sauve. La semaine passée, plus de 150 personnes ont été tuées, dont 27 samedi lorsqu'un kamikaze s'est fait exploser au milieu de funérailles près de Mossoul.

Les autorités affirment que les opérations menées contre les insurgés donnent des résultats, et annoncent l'arrestation de centaines de combattants et la mort de dizaines d'autres. Elles ont également annoncé le démantèlement de camps d'entraînement et de plusieurs lieux de fabrication de bombes.

Mais les critiques se poursuivent à l'égard du gouvernement, accusé de ne rien faire pour calmer la colère des sunnites qui s'estiment maltraités par la majorité chiite au pouvoir.

Selon des analystes, cette colère est le terreau du recrutement des groupes insurgés.